

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société LABORATOIRE OXENA

Rue Marc Seguin – ZI La Motte

26800 Portes-lès-Valence

Références : 20260306-RAP-DAEN0297

Code AIOT : 0006102660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de vérifier la mise en conformité des installations vis-à-vis des trois arrêtés préfectoraux de mise en demeure en cours à l'issue de la phase contradictoire de l'arrêté de suspension d'activité et de consignation de sommes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.

L'ensemble du site a été contrôlé.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC1_2023 – État des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC7_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC8_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC3_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment produits finis	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC1_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24 h	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2 et 4.7	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC1_2025quater – Quantités maximales autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende administrative	/

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Avec suites, Poursuite de l'astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC5_2025quater – Absence de garanties financières	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.5.2 et 1.5.4	Avec suites, Consignation de sommes	Poursuite de la consignation de sommes	/
NC1_2025-6 – Aire de dépotage non conforme	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
NC2_2025-6 – Déchets filmés en noir	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2026
NC1_2026-1 – Zones de charges d'accumulateurs non-conformes	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est concentrée sur le suivi des non-conformités faisant l'objet d'une mise en demeure.

Malgré les trois mises en demeure et les astreintes, l'ensemble des points contrôlés ne sont toujours pas conformes :

- le Plan d'Opération Interne (POI) n'est pas conforme et ne comporte notamment pas les éléments pour les prélèvements environnementaux en cas d'accident dans des délais compatibles avec la durée d'un sinistre, ce qui pourrait entraver la bonne communication de l'État vers les populations ;
- les stockages de produits finis ne sont toujours pas placés sur une rétention étanche et d'un volume suffisant dans le bâtiment de stockage, seulement sur une rétention déportée. Cela peut engendrer une pollution des sols et des eaux souterraines en cas d'incendie ou d'épandage massif ;
- une partie des contenants de produits chimiques n'est pas correctement étiquetée. Cela peut entraver la bonne intervention des services de secours en cas d'incendie et perturber la bonne identification des déchets et leur élimination dans une filière adaptée ;
- l'état des stocks s'est amélioré mais ne comporte pas les déchets ;
- les quantités maximales autorisées sont toujours dépassées et les risques ne sont par conséquent pas évalués dans l'étude de dangers en tenant compte de cette augmentation de stockage ;
- les garanties financières ne sont pas constituées, ce qui entrave la possibilité de l'État de faire

appel à ces garanties financières dans le but de s'assurer de la surveillance et du maintien en sécurité de l'installation ainsi que l'intervention en cas d'accident ou de pollution ;
 – l'autosurveillance des rejets aqueux n'est toujours pas effectuée correctement. Cela ne permet pas de savoir si les rejets sont conformes ou non et une pollution peut ne pas être détectée.

De plus, des opérations de charge d'accumulateurs en dehors des zones dédiées et sur des cartons ont été identifiées.

2-4) Fiches de constats

NC1_2023 – État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

Constats :

Une mise en demeure a été prise sur ce point de contrôle le 06/02/2025.

Lors de la visite du 29/04/2025, il a été constaté que la mise en demeure n'était pas respectée. Une astreinte administrative a été prise. Une liquidation partielle d'astreinte a été faite suite à la visite du 25/09/2025, l'état des stocks étant toujours non conforme.

Constats du 11/12/2025 :

L'exploitant a présenté l'état des stocks synthétique. Il a également présenté un état des stocks plus détaillé en version dématérialisée. Un plan général des stockages est présenté.

Par sondage, l'inspection a vérifié la saisie dans l'état des stocks des GRV stockés en extérieur dans la zone Nord-Ouest. Seuls 60 GRV étaient recensés alors qu'au moins 200 étaient présents. La zone n'est pas recensée sur le plan général des stockages.

Les noms des familles de mention de dangers des substances sont précisés dans l'état des stocks détaillé et dans l'état synthétique.

Par ailleurs, aucun déchet n'est recensé sur site d'après l'état des stocks.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

Constats du 05/02/2026 :

L'exploitant a présenté un état des stocks du jour détaillé et synthétique. L'état des stocks est amélioré et comprend désormais les eaux de rinçage et les GRV de berlingots fuyards. Cependant, les déchets ne sont pas mentionnés.

Le plan des stockages version du 23/12/2025 prévoit les différentes zones de stockages.

L'exploitant ne répond pas à la mise en demeure considérant que les déchets ne sont pas recensés dans l'état des stocks. L'inspection note toutefois les améliorations apportées au recensement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks intégrant les déchets présents effectivement sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC2_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre

en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Constats précédents :

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 sur ce point et se poursuit.

Constats du 11/12/2025

L'exploitant a transmis la même version du POI que celle transmise en septembre 2025. Aussi, les constats de la dernière visite et rappelés ci-après sont toujours valables.

La version 5 du POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. En effet, les dispositions indiquées en page 37 du pdf sont imprécises et ne sont pas opérationnelles (indication des grands axes sans précision sur qui, quoi, où, quand, comment) ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux. En effet, les équipements précis, les substances pouvant être prélevées, les milieux de prélèvement et leur disponibilité ne sont pas précisés ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas précisés ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont plus indiquées.

Par courriel du 09/12/2025, l'exploitant a transmis un contrat avec la société APAVE signé le 02/12/2025. Le bon de commande du 02/12/2025 a également été transmis. Ce contrat traite d'une astreinte pour des prélèvements environnementaux. La liste des substances recherchées et les milieux associés sont définis dans le contrat. Les raisons pour lesquelles ces substances sont recherchées et le choix des milieux de prélèvements ne sont pas indiqués. Il est à noter qu'aucune mesure dans les eaux souterraines n'est prévue, bien que le scénario de débordement du bassin de rétention Sud soit envisageable.

Par sondage, les paramètres recherchés dans l'air sont corrélés avec ceux modélisés dans le cas du scénario d'incendie du stockage Nord de produits finis (recherche de HCl, CO₂ et CO).

Le contrat APAVE prévoit une stratégie de prélèvements avec vent dominant (vent du Nord) et sans vent dominant. Les équipements à mobiliser sont listés en fonction des paramètres à rechercher et par milieu.

Ces informations ne sont pas retranscrites dans le POI version 5.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

Constats du 05/02/2026 :

Suite à la visite du 05/02/2026, l'exploitant a transmis le POI version 8 du 13/02/2026. Le contrôle porte sur cette version du POI.

La fiche réflexe traitant des prélèvements environnementaux prévoit que le responsable des prélèvements et le prestataire de prélèvements soient la société APAVE. Comme indiqué dans le dernier rapport d'inspection pour le point de contrôle NC3_2023, déroulé ci-après, le délai d'intervention de l'APAVE étant de 4 h, celui-ci n'est pas en corrélation avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Aussi, l'exploitant doit prévoir d'internaliser les

mesures ou doit trouver un prestataire fournissant une prestation conforme dans les délais.
La version 8 du POI ne prévoit pas l'internalisation des mesures par du personnel du site et l'exploitant n'a pas justifié que le délai d'intervention de l'APAVE ait été revu à la baisse. Aussi, les éléments du POI portant sur les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas conformes aux attendus.
Le POI prévoit que les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu, soient fournis au moment de l'astreinte par la société APAVE (pas de matériel du site). Les différents milieux visés sont mentionnés (air, eaux incendie, surface).
Les substances recherchées sont mentionnées. Cependant, les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont pas indiquées.
Par courriel du 12/01/2026, l'exploitant s'engage à internaliser les mesures avec formation du personnel.
Par courriel du 03/02/2026, l'exploitant a transmis un ordre d'achat du 03/02/2026 pour la location de canisters, de tubes radiello et de lingettes associés à la formation à l'utilisation du matériel.
Le POI n'a pas été mis en cohérence avec ces engagements. L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC3_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats précédents : Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le

28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 sur ce point et se poursuit.

Constats du 25/09/2025

La version 5 du POI ne prévoit pas la disponibilité des personnels ou organismes et équipements dans les délais adéquats.

La disponibilité du personnel est indiquée dans le contrat APAVE comme étant 24 h/24 et 365 j/an, sous 4 h après la demande d'intervention par l'exploitant. La corrélation entre le délai d'intervention et la cinétique d'incendie n'est pas justifiée. Ce point est un élément majeur dans la gestion de crise.

Le contrat prévoit que le matériel de prélèvements d'air soit fourni par l'APAVE. Aucune mention n'est faite pour le matériel des autres milieux de prélèvements (eau du bassin de rétention et prélèvements de surface avec des lingettes).

L'exploitant n'a pas justifié que l'intervention de son prestataire est en corrélation avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.

Aucune information n'est présente dans le POI.

L'exploitant n'a donc pas répondu à la mise en demeure.

Constats du 05/02/2026 :

Suite à la visite du 05/02/2026, l'exploitant a transmis le POI version 8 du 13/02/2026. Le contrôle porte sur cette version du POI.

La fiche réflexe traitant des prélèvements environnementaux prévoit que le responsable des prélèvements et le prestataire de prélèvements soient la société APAVE. Comme indiqué ci-avant, le délai d'intervention de l'APAVE étant de 4 h, celui-ci n'est pas en corrélation avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. L'exploitant n'a pas transmis d'élément justifiant de l'abaissement de ce délai.

L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité et n'a pas répondu à la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC6_2023 – Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant

<p>s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte [...]</p>
<p><u>Constats précédents :</u></p> <p>Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 et se poursuit.</p> <p><u>Constats du 11/12/2025 :</u></p> <p>La version 5 du POI du 29/09/2025 n'indique pas clairement les noms ou fonctions des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgences (a). Ce point est non conforme. Les responsables des mesures d'atténuation sont cependant indiqués page 28.</p> <p>b) Les noms ou fonctions du responsable des liaisons avec l'autorité préfectorale du plan particulier d'intervention ne sont pas présents (pas de mention du PPI dans le POI). Ce point est non conforme.</p> <p>c) Concernant les épandages, des mesures sont prévues. Cependant, concernant un départ de feu, la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention n'est pas mentionnée. Ce point est non conforme.</p> <p>d) L'évacuation des personnels est prévue et le port des EPI également. Le système d'alerte est prévu. Cependant, le point de rassemblement est au pied du bâtiment « produits finis » (page 12) et est situé dans les zones d'effets létaux toxiques, ce qui n'est pas adapté. Ce point est non conforme.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas répondu à la mise en demeure.</p> <p>Constats du 05/02/2026</p> <p>Suite à la visite du 05/02/2026, l'exploitant a transmis le POI version 8 du 13/02/2026. Le contrôle porte sur cette version du POI.</p> <p>a) les noms des personnes habilités à déclencher le POI et à mettre en œuvre les mesures d'atténuation sont mentionnés (page 32) ;</p> <p>b) les noms des responsables des liaisons avec l'autorité préfectorale du plan particulier d'intervention sont indiqués (page 32) ;</p> <p>c) concernant les épandages, des mesures sont prévues page 40. La mise en œuvre des premiers moyens de secours est mentionnée dans les logigrammes. La fiche réflexe de la fonction Intervention indique qu'il est prévu que cette personne ferme les portes coupe-feu et les portes quais et qu'elle vérifie la fermeture de la vanne d'isolement. La localisation de cette vanne d'isolement est présentée sur un plan du site (page 39). L'inspection rappelle que la sécurité du personnel en cas d'événement accidentel est une priorité et qu'il convient qu'il soit équipé en conséquence pour intervenir dans les zones de dangers ;</p> <p>d) en période ouvrée, le schéma d'alerte ne prévoit pas l'évacuation du personnel, alors que cela est prévu en période non ouvrée. Ce point est non-conforme. Le point de rassemblement est prévu en dehors du site, dans la rue Louis Armand à proximité de l'entrée Sud du site, en dehors des zones d'effets des principaux scénarios identifiés.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site [...]</p>
<p><u>Constats précédents :</u></p> <p>Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 et se poursuit.</p> <p><u>Constats du 11/12/2025 :</u></p> <p>e) La version 5 du POI ne mentionne pas le PPI. La fiche réflexe du DOI, page 29, met au second plan l'information de la DREAL et de la préfecture. Ce point est non conforme. La fiche d'information page 39 prévoit les types d'informations à fournir immédiatement et quelques mesures à fournir au fur et à mesure.</p> <p>f) Des plans d'accès, des plans de localisation des organes de coupures et des éléments issus de l'étude de dangers sont prévus dans le POI. La remise de l'état des stocks aux services de secours est prévue. Cependant, certains plans représentent l'ancienne configuration du site, sans le nouveau bâtiment « produits finis ». Ce point est non conforme.</p> <p>g) Aucune disposition relative à la formation du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont prévues. Ce point est non conforme.</p> <p>h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas mentionnées. Ce point est non conforme.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.</p> <p>Constats du 05/02/2026 :</p> <p>Suite à la visite du 05/02/2026, l'exploitant a transmis le POI version 8 du 13/02/2026. Le contrôle porte sur cette version du POI.</p> <p>e) Une fiche d'information de la DREAL et la préfecture prévoit les données à recueillir pour l'appel de ces services. La fiche réflexe du Directeur des Opérations Internes prévoit l'appel des secours, de la préfecture et de la DREAL puis prévoit ensuite de recueillir les informations nécessaires pour appeler la DREAL et la préfecture. Cette approche n'est pas logique ;</p> <p>f) Un plan des stockages est présent mais les gros stockages de GRV dans la zone Nord-Ouest ne sont pas mentionnés sur ce plan. Il en est de même pour les autres plans du site où ces stockages ne sont pas mentionnés. Le plan d'intervention est mentionné comme étant « EN ATTENTE ». Ces points sont non-conformes. Des plans d'accès, des plans de localisation des organes de coupures et des éléments issus de l'étude de dangers sont prévus dans le POI. L'édition de l'état des stocks est prévue ;</p>

g) Aucune disposition relative à la formation du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont prévues. Ce point est non-conforme ;
h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas mentionnées. Ce point est non-conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC8_2023 – Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1 ^{er} janvier 2023.
<u>Constats précédents :</u> Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 et se poursuit.
<u>Constats du 11/12/2025 :</u> La version 5 du POI du 29/09/2025 ne prévoit pas de dispositions opérationnelles pour la réalisation des prélèvements environnementaux. Elle ne mentionne pas non plus les substances toxiques à rechercher ni les produits de décomposition. Les personnes habilitées en charge des prélèvements ne sont pas spécifiés dans le POI, y compris dans le contrat de l'APAVE. Les personnels en charge de réaliser les analyses ne sont pas spécifiés dans le contrat. Le contrat indique que les prélèvements sont envoyés au laboratoire EUROFINs à SAVERNE (67700), sans justifier de la compétence de l'organisme. Les éléments justifiant des normes ou protocoles adaptés ne sont pas précisés pour les analyses. L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.
Constats du 05/02/2026 : Suite à la visite du 05/02/2026, l'exploitant a transmis le POI version 8 du 13/02/2026. Le contrôle porte sur cette version du POI.
Les dispositions permettant de réaliser les 1 ^{ers} prélèvements environnementaux sont mentionnées de manière très succincte, malgré la complexité de la tâche. Ces dispositions méritent plus de détails. La localisation des points de mesure prévus avec ou sans vent dominant est indiquée. Les

substances toxiques à rechercher et les produits de décomposition sont mentionnés.
Les analyses de ces substances ne sont pas mentionnées. Les éléments justifiant des normes ou protocoles adaptés ne sont pas précisés pour les analyses. Ces points sont non-conformes. L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Poursuite de l'astreinte

NC3_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 1.2 et 8.12.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <u>Article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 06/02/2025 :</u> La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.2 et 8.12.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 2 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant de stockages de produits finis sous rétention étanche et correctement dimensionnée dans le bâtiment Nord. <u>Article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 :</u> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. <u>Article 8.12.9 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 :</u> [...] Le bâtiment de stockage de produit finis forme rétention d'un volume minimal de 500 m ³ . [...]
<u>Article 8.12.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 :</u> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est

inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Ces capacités de rétention doivent être construites selon les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. [...]

Constats précédents :

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.

L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. Elle a été liquidée partiellement suite à la visite du 25/09/2025 et se poursuit.

Constats du 11/12/2025 :

Par courrier du 01/08/2025, l'exploitant indique que la rétention déportée (bassin Sud) permet de répondre à la mise en demeure. La mise en demeure prévoit bien la rétention in situ des produits finis, conformément au dossier de demande d'autorisation, et non de manière déportée. Le bassin Sud est supposé constituer une 2^e barrière de protection.

Les travaux de mise sous rétention in situ n'ont pas été menés depuis la dernière visite, y compris au niveau des zones de dilatation et des deux regards tampons. Les engagements de l'exploitant à créer une rétention in situ dans le bâtiment « produits finis » ne sont pas respectés, bien que le bâtiment soit neuf. La mise en demeure n'est pas respectée.

Constats du 05/02/2026 :

L'inspection a constaté la présence de murets bétons de 30 cm de haut au droit des 3 portes de quais et des autres issues (hauteur mentionnée notamment dans le courriel de l'exploitant du 03/02/2026). La surface de la cellule de stockage des produits finis étant de 1 504 m² (vu plan du bâtiment dans la salle de réunion du site), le volume susceptible d'être stocké est de 451 m³, soit un volume inférieur à 500 m³.

Les deux regards dans la cellule ont été bouchés à l'aide de béton.

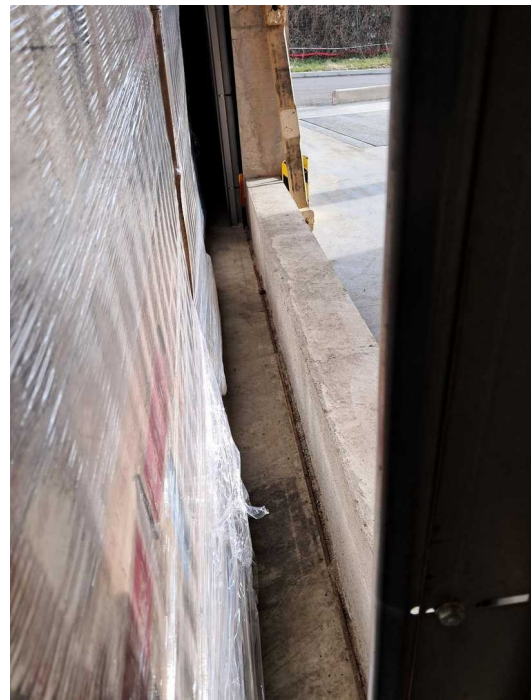
Par courriel du 29/01/2026, l'exploitant transmet un courriel de l'entreprise FERREIRA du 29/01/2026 indiquant que « Les joints de dilatation sont bien étanches, traités en tresses coupe-feu + mastics + couvre joints ». Par courriel du 03/02/2026, l'exploitant transmet un plan du 21/05/2024, soit avant la construction du bâtiment, indiquant l'emplacement prévu du joint de dilatation central de la cellule. La fiche technique associée du joint est transmise. Elle indique que le joint bourrelet coupe-feu au droit de la zone de dilatation est affleurant à la dalle. L'inspection n'a pas constaté la présence de ce joint au droit de la zone de dilatation centrale de la dalle de la cellule du bâtiment « produits finis » : un vide d'environ 1 cm est constaté.

De plus, les éléments transmis ne justifient pas de la mise en place de joints sur le périmètre interne de la cellule. En effet, l'inspection n'a pas constaté la présence d'un joint au droit du périmètre interne de la cellule du bâtiment « produits finis ». Un vide d'environ 2 mm est visible.

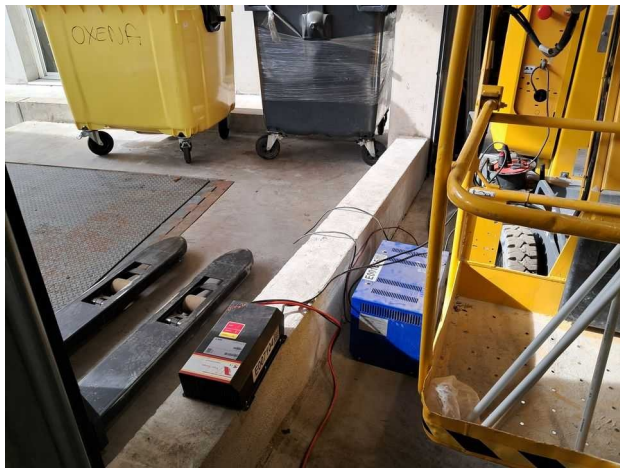
L'exploitant n'a donc pas justifié de l'étanchéité de la rétention du bâtiment de stockage « produits finis » et ne dispose pas d'une rétention interne d'un volume de 500 m³.



Porte Est du bâtiment produits finis avec un muret + zone de passage de palettes de produits au-dessus du muret



Muret devant la porte de quai central du bâtiment produits finis



Muret devant la porte de quai Ouest avec zone de charge d'accumulateur non-conforme



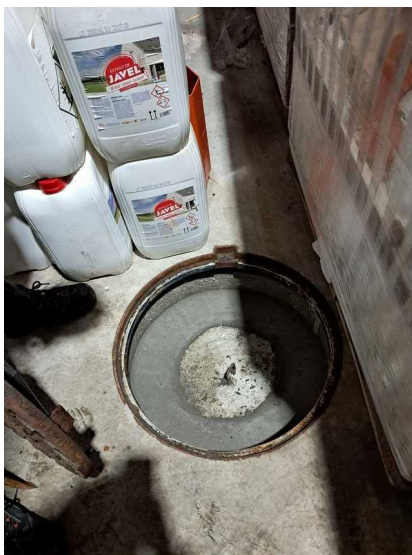
Muret devant la porte de quai Est du bâtiment « produits finis »



*Muret devant porte piétonne dans le bâtiment
« produits finis »*



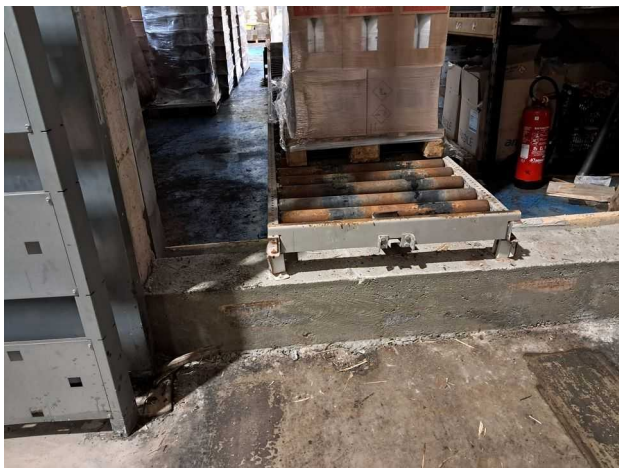
*Muret devant porte piétonne dans le bâtiment
« produits finis »*



*Regard Est rebouché dans le bâtiment
« produits finis »*



*Regard Ouest rebouché dans le bâtiment
« produits finis »*



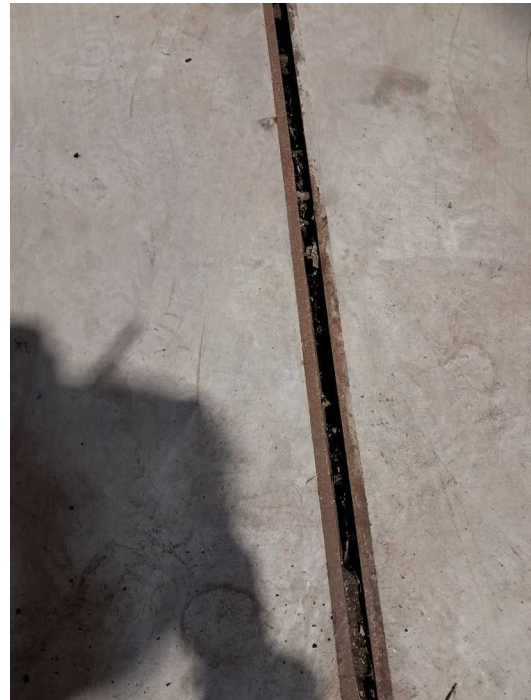
*Muret devant la porte entre le bâtiment
« produit finis » et la zone de production*



Muret devant issue de secours Ouest



*Zone de dilatation périphérique du bâtiment
« produits finis » avec vide d'environ 2 mm de
large*



*Zone de dilatation centrale de la dalle du
bâtiment « produits finis » avec vide d'environ
1 cm de large*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'un bâtiment de stockage de produit finis formant rétention étanche d'un volume minimal de 500 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC1_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24 h

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 4.9.2 et 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Article 4.7

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. [...]

4.6.2.2. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

Article 4.9.2

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit journalier	1552	instantané	Continu	Mensuelle
pH	1302	instantané	Continu	
température	1301	instantané	Continu	
MES	1305	24 h	Mensuelle	
DCO	1314			
DBO ₅	1313			
Azote global	1551			
Composés organiques halogénés ou des halogènes composés organiques absorbables (AOX)	1106			
Phosphore total	1350			
Chlore libre	1398			
Chlorures	1337			
Chlorites	1735			
Chlorates	1752			
Nickel et ses composés	1386			
Chrome et ses composés	1389			
Chloroforme	1135			
THM	2036			

[...]

Constats précédents :

Une mise en demeure a été prise le 25/03/2025 concernant l'autosurveillance mensuelle avec prélèvement 24 h et analyse de l'ensemble des paramètres. En l'absence mise en conformité dans les délais impartis, une astreinte a été prononcée le 20/11/2025.

Constats du 11/12/2025 :

Un préleveur automatique avec système de réfrigération est en place depuis le 03/11/2025. L'exploitant a fourni les résultats de mesures du prélèvement du 29/10/2025. Le préleveur 24 h ayant été réceptionné le 03/11/2025, ce prélèvement du 29/10/2025 n'est pas fait sur 24 h. Aussi, cela ne répond pas à la mise en demeure sur la représentativité de l'échantillon.

Le bulletin d'analyse du 20/11/2025 présenté pour le prélèvement ponctuel du 29/10/2025 présente l'ensemble des paramètres à surveiller hormis la température, le débit journalier et le THM. L'exploitant n'a

pas répondu à la mise en demeure.

Constats du 05/02/2026 :

L'exploitant a présenté les résultats de mesure des prélèvements des rejets aqueux du 04/12/2025 et du 06/01/2026. Ils n'indiquent pas la température ni le volume rejeté pendant la période de prélèvement.

Les résultats de mesures du prélèvement des rejets aqueux du 04/12/2025 ne comportent pas le paramètre THM (somme des trihalométhanes).

L'exploitant ne s'est pas assuré que le prélèvement des rejets aqueux par son préleveur automatique est asservi au débit. D'après la description faite par l'exploitant, le prélèvement est asservi au temps (environ toutes les 15 minutes). Le volume rejeté étant variable dans le temps, l'échantillon n'est pas représentatif du rejet.

Les mesures sur les rejets aqueux ne sont donc pas conformes et la mise en demeure du 25/03/2025 n'est toujours pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires visant au respect de l'arrêté de mise en demeure du 25/03/2025 en réalisant des analyses sur l'ensemble des paramètres prévus sur un prélèvement 24 h, sur les effluents aqueux, asservi au débit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC1_2025quater – Quantités maximales autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4

Thème(s) : Situation administrative, Quantités maximales stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 04/11/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2025

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique ICPE et régime*	Intitulé de la rubrique	Volume d'activité
[...]	[...]	[...]
4510-1 (A) SEVESO seuil haut	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure	455 t d'eau de javel à 12,5 % et 9,6 % + 30 t d'autres produits Quantité totale susceptible d'être présente = 485 t

	ou égale à 100 t	
4741-1 (A) SEVESO seuil haut	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	voir annexe « informations sensibles – données non communicables au public »
[...]	[...]	[...]

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) ou NC (Non Classé)

Constats :

L'exploitant ne respecte pas les quantités maximales autorisées pour la rubrique 4741.

Il respecte les quantités stockées pour la rubrique 4510.



GRV stockés sur la zone Nord-Ouest



Zone de production encombrée de palettes de produits finis



Stockage dans le bâtiment « produits finis » avec palettes au sol obstruant le passage



Autre rack de stockage dans le bâtiment « produits finis »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter les quantités maximales autorisées en produits dangereux pour l'environnement à n'importe quel moment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende administrative

NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2

Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 04/11/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite de l'astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]

Constats précédents :

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.

L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025. L'astreinte a été liquidée partiellement sur ce point suite à la visite du 25/09/2025.

Constats du 11/12/2025 :

L'exploitant indique avoir réalisé une campagne d'étiquetage mais que les moyens de collage des étiquettes n'ont pas été suffisamment efficaces. Les étiquettes se sont donc, pour partie, détériorées ou envolées.

En effet, l'inspection a constaté que de nombreux GRV (plusieurs dizaines) n'ont pas d'étiquetage ni du nom du produit ni des pictogrammes et mentions de dangers ou comportent le nom de l'ancien produit contenu.

Les grandes cuves de javel extérieures ont des étiquettes conformes.

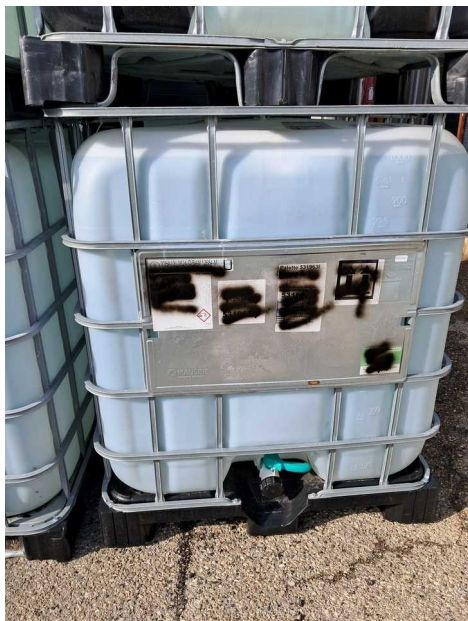
La mise en demeure n'est pas respectée.

Constats du 05/02/2026 :

L'inspection a constaté une amélioration concernant l'étiquetage des produits chimiques. Plusieurs centaines de contenants sont étiquetés correctement. Les produits finis ont un étiquetage conforme.

Cependant, plusieurs dizaines de GRV comportent un double étiquetage ou aucun étiquetage ou un étiquetage sans les mentions de dangers et conseils de prudence ou sans pictogrammes.

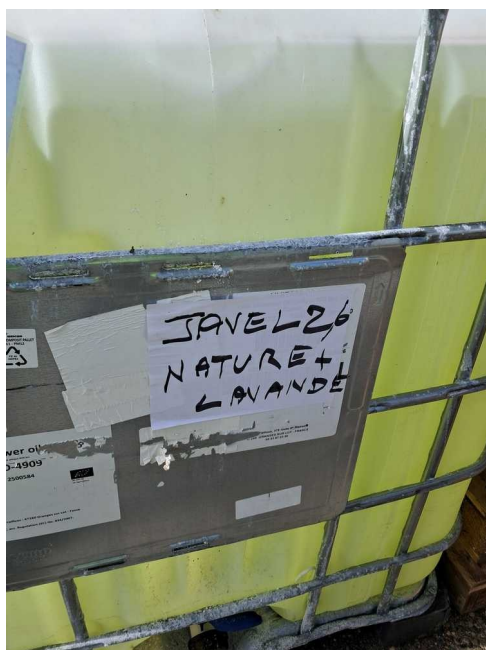
La mise en demeure n'est pas respectée.



GRV sans étiquetage



GRV avec étiquetage double non-conforme



GRV avec étiquetage non-conforme (absence de pictogramme et de mention de dangers)



GRV avec double étiquetage non-conforme



GRV avec l'étiquette d'un autre produit que celui contenu



GRV avec l'étiquette d'un autre produit que celui contenu et sans pictogramme et mentions de dangers

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou, le cas échéant, à la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de l'astreinte

NC5_2025quater – Absence de garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.5.2 et 1.5.4

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 25/09/2025 et du 11/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation de sommes
- date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2025

Prescription contrôlée :

Article 1.5.2

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement.

Rubrique

Libellé des rubriques

4510-1 (A) SEVESO seuil haut	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t
4741-1 (A) SEVESO seuil haut	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à trois millions sept cent vingt-sept mille euros (3 727 000 € TTC). L'indice TP01 pris en compte est de 717,5 (12/2020).

Article 1.5.4

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a toujours pas produit de document attestant des garanties financières. L'exploitant a transmis un courriel du courtier d'assurances du 05/02/2026 indiquant que le « réassureur a validé la caution ».

Par courriel du 24/02/2026, l'exploitant a transmis un courrier du courtier d'assurances daté du 11/11/2023 attestant que la société JARCO SAS, détenant 100 % de la société LABORATOIRE OXENA, est en cours de souscription d'un contrat de garanties financières environnementales auprès d'une compagnie d'assurance. Cela ne répond pas à la demande d'attestation de garanties financières dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

La mise en demeure n'est pas respectée

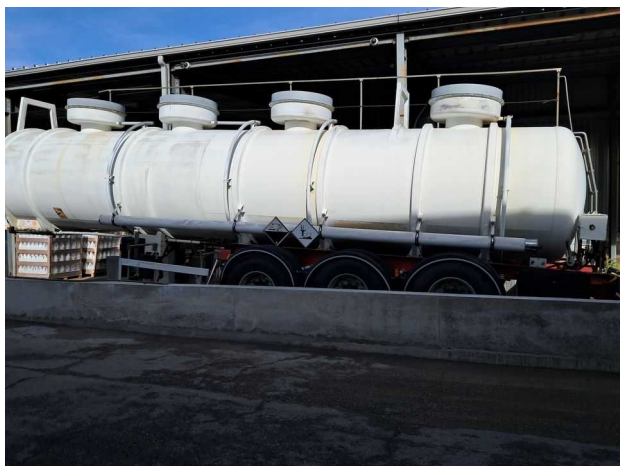
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de garanties financières à hauteur d'au minimum 3 727 000 € (à actualiser avec le nouvel indice TP01 en vigueur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de la consignation de sommes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/01/2026
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles visées à l'article 8.12.2. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Constats du 11/12/2026 : Un dépotage d'une citerne d'au moins 10 m ³ contenant du produit nommé ALCA (soude et eau de Javel), corrosif et dangereux pour l'environnement est effectué entre le bâtiment de production et l'auvent Sud de stockage des emballages plastiques. Cette zone n'est pas aménagée pour récupérer les égouttures et déversements. Des bidons plastiques découpés sont mis en place pour récupérer la plus grosse partie des égouttures. Cependant, le dépotage s'effectue au-dessus d'un avaloir d'eaux pluviales. Ces eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de rétention Sud. Le bassin Sud étant pour partie rempli d'eaux pluviales, il s'agit d'une dilution de la pollution en cas d'épandage, non de son isolement. En effet, si les concentrations en polluants dans les eaux pluviales du bassin sont conformes, celles-ci peuvent être infiltrées dans les sols. De plus, le sol présente des défauts d'étanchéité au droit de la zone de dépotage (béton abîmé). L'aire de dépotage est donc non-conforme. Il est à noter que des tuyauteries fixes sont présentes le long du mur extérieur du bâtiment sous l'auvent et cette zone de dépotage mentionnée comme étant « à créer » sur le plan général des stockages indique que cette zone est utilisée de manière récurrente pour le dépotage. Pourtant, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que cette zone n'était utilisée qu'exceptionnellement ce jour, car un mélangeur sur site était en panne.
Constats du 05/02/2026 : La zone de dépotage au Sud du bâtiment de production est en cours d'aménagement pendant la visite. Des ouvriers mènent les travaux. Un dépotage est également en cours en même temps que les travaux de réalisation de la rétention. Cette zone de dépotage est légèrement en pente et permet de recueillir quelques dizaines de litres en cas d'épandage. Elle n'est pas reliée à une rétention spécifique à la zone de dépotage. En cas de débordement, les liquides seront dirigés vers le réseau d'eaux pluviales puis vers le bassin Sud. L'article 8.12.2 de l'arrêté préfectoral prévoit notamment que les rétentions sont construites en limitant les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Le présent cas ne limite pas les surfaces susceptibles d'être mouillées et un grand volume d'eau est susceptible d'être pollué dans le bassin Sud (augmentation des quantités de déchets à traiter). L'exploitant n'a pas répondu à la demande.



Citerne en cours de dépotage sur la nouvelle zone de dépotage Sud



Zone de passage du tuyau entre la citerne et la tuyauterie fixe au Sud du bâtiment de production



Zone de tuyauterie fixe pour le dépotage sous l'auvent



Zone de dépotage Sud sur la nouvelle dalle béton

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser ses opérations de dépotage uniquement sur des zones aménagées correctement à cet effet, étanches et reliées à une rétention correctement dimensionnée, sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

NC2_2025-6 – Déchets filmés en noir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.</p> <p>La quantité maximale de déchets dangereux autorisée sur site est de 25 t.</p>
<p><u>Constats précédents du 11/12/2025 :</u></p> <p>Cinq palettes de déchets filmés en noir sont positionnées sous l'auvent des emballages plastiques, sur rétention.</p> <p>Une palette comporte des seaux, ce qui laisse penser l'inspection qu'il s'agit de déchets historiques encore non éliminés. Aucun étiquetage ne vient indiquer le contenu de ces déchets. Pour rappel, ces déchets historiques avaient pourtant fait l'objet d'une campagne d'élimination par l'exploitant à la suite des mises en demeure du 14/01/2022 et du 10/05/2023 ; les bordereaux d'élimination de déchets avaient été transmis à l'inspection pour justifier de cette élimination (environ 31 tonnes).</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 11/12/2025 :</u></p> <p>L'exploitant doit faire éliminer ses déchets au fur et à mesure de leur production. Il est rappelé que le stockage supérieur à 1 an de déchets est interdit sur ce site. Les cinq palettes de déchets, filmées en noir et stockées sous l'auvent Sud, doivent faire l'objet d'une élimination dans une filière adaptée d'ici le 31/01/2026.</p> <p>Constats du 05/02/2026 :</p> <p>L'exploitant déclare qu'il s'agit de vieux produits de laboratoire et qu'il n'en a plus l'usage. Il s'agit donc bien de déchets. Les cinq palettes de déchets, filmées en noir, sont toujours présentes sous l'auvent des emballages plastiques, sur rétention.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p>



Déchets sous l'auvent de stockage des emballages plastiques

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire éliminer ses déchets au fur et à mesure de leur production. Il est rappelé que le stockage supérieur à 1 an de déchets est interdit sur ce site. Les cinq palettes de déchets, filmées en noir et stockées sous l'auvent Sud, doivent faire l'objet d'une élimination dans une filière adaptée d'ici le 31/03/2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 31/03/2026

NC1_2026-1 – Zones de charges d'accumulateurs non-conformes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les opérations de charge d'accumulateurs susceptibles de dégager de l'hydrogène sont effectuées dans un local dédié. Aucune autre activité n'est réalisée dans ce local (pas de stockage ou de mise en œuvre de matériau combustible ou inflammable).

Le local doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

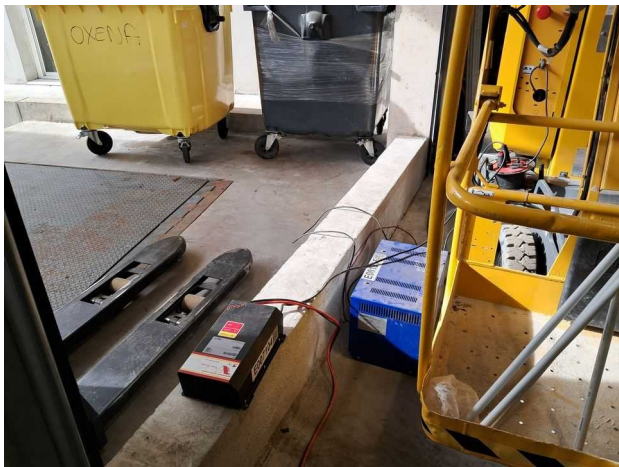
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement

ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est calculé selon la norme NF EN 62485-3.

Constats du 05/02/2026

Des opérations de charges d'accumulateurs sont menées à plusieurs endroits sur le site, à proximité immédiate de matières combustibles, en dehors d'une zone de charge d'accumulateurs coupe-feu. Il est à noter que la condamnation des accès au bâtiment « produits finis » condamne également l'accès à la zone de charge d'accumulateurs mise en place dans la zone Nord-Est du bâtiment.

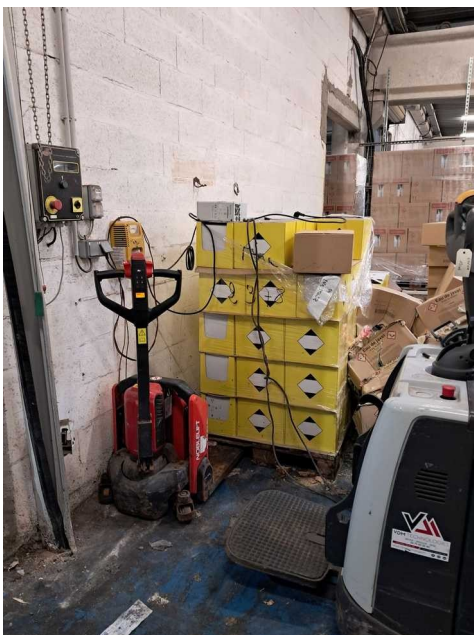
Un risque important de départ de feu est présent.



Zone charge au niveau du quai de chargement du bâtiment « produits finis » à moins d'un 1 m d'une palette



Zone de charge dans la zone de production



Zone de charge dans le bâtiment de production (boîtier de charge posé sur un carton)



Zone charge au niveau du quai de chargement du bâtiment « produits finis » côté extérieur

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les opérations de charge d'accumulateurs susceptibles de dégager de l'hydrogène dans un local dédié coupe-feu et ventilé sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours